COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX

**EXTRAIT
DU
REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU
CONSEIL DE COMMUNAUTE**

**Séance du 25 mars 2011
(convocation du 14 mars 2011)**

Aujourd'hui Vendredi Vingt-Cinq Mars Deux Mil Onze à 09 Heures 30 le Conseil de la Communauté Urbaine de BORDEAUX s'est réuni, dans la salle de ses séances sous la présidence de Monsieur Vincent FELTESSE, Président de la Communauté Urbaine de BORDEAUX.

ETAIENT PRESENTS :

M. FELTESSE Vincent, M. JUPPE Alain, M. CAZABONNE Alain, M. BENOIT Jean-Jacques, M. BOBET Patrick,
Mme BOST Christine, M. BRON Jean-Charles, Mme CARTRON Françoise, M. CAZABONNE Didier, M. CHAUSSET Gérard,
Mme CURVALE Laure, M. DUCHENE Michel, M. DUPRAT Christophe, Mme FAYET Véronique, M. FLORIAN Nicolas,
M. FREYGEFOND Ludovic, M. GAUTE Jean-Michel, M. GAÜZERE Jean-Marc, M. GELLE Thierry, M. GUICHARD Max,
Mme ISTE Michèle, M. LABARDIN Michel, M. LABISTE Bernard, M. LAMAISON Serge, Mme LIRE Marie Françoise,
M. OLIVIER Michel, M. PIERRE Maurice, M. PUJOL Patrick, M. ROSSIGNOL Clément, M. SAINTE-MARIE Michel, Mme DE
FRANCOIS Béatrice, M. SOUBIRAN Claude, M. TOUZEAU Jean, M. TURON Jean-Pierre, Mme LACUEY Conchita,
M. SOUBABERE Pierre, Mme TERRAZA Brigitte, M. AMBRY Stéphane, M. ANZIANI Alain, Mme BALLOT Chantal,
M. BAUDRY Claude, Mme BONNEFOY Christine, M. BONNIN Jean-Jacques, Mme BREZILLON Anne, M. BRUGERE Nicolas,
M. CAZENAVE Charles, M. CHARRIER Alain, Mme COLLET Brigitte, M. COUTURIER Jean-Louis, M. DANJON Frédéric,
M. DAVID Jean-Louis, Mme DELATTRE Nathalie, M. DELAUX Stéphan, Mlle DELTIMPLE Nathalie, Mme DIEZ Martine,
M. DOUGADOS Daniel, M. DUART Patrick, M. DUBOS Gérard, M. DUPOUY Alain, M. EGRON Jean-François, Mlle EL
KHADIR Samira, Mme EWANS Marie-Christine, Mme FAORO Michèle, M. FEUGAS Jean-Claude, Mme FOURCADE Paulette,
M. GALAN Jean-Claude, M. GARNIER Jean-Paul, M. GUICHEBAROU Jean-Claude, M. GUICHOUX Jacques,
M. GUILLEMOTEAU Patrick, M. GUYOMARC'H Jean-Pierre, Mme HAYE Isabelle, M. HURMIC Pierre, M. JOANDET Franck,
M. JOUBERT Jacques, M. JUNCA Bernard, M. LAGOFUN Gérard, Mme LAURENT Wanda, M. MANGON Jacques,
M. MAURIN Vincent, Mme MELLIER Claude, M. MERCIER Michel, M. MOULINIER Maxime, Mme NOEL Marie-Claude,
M. PAILLART Vincent, Mme PARCELIER Muriel, M. PENEL Gilles, Mme PIAZZA Arielle, M. POIGNONEC Michel,
M. QUANCARD Denis, M. QUERON Robert, M. RAYNAL Franck, M. ROUYEYRE Matthieu, Mme SAINT-ORICE Nicole,
M. SOLARI Joël, Mme TOUTON Elisabeth, M. TRIJOLET Thierry, Mme WALRYCK Anne.

EXCUSES AYANT DONNE PROCURATION :

M. JUPPE Alain à M. DUCHENE Michel à partir de 11 h 40	M. DUCASSOU Dominique à Mme TOUTON Elisabeth
M. DAVID Alain à M. EGRON Jean-François	M. JUNCA Bernard à M. BOBET Patrick à partir de 12 h 15
M. FAVROUL Jean-Pierre à M. SOUBIRAN Claude	M. LOTHAIER Pierre à M. DUPOUY Alain
M. HERITIE Michel à M. LAGOFUN Gérard	M. MILLET Thierry à M. RAYNAL Franck
M. LAMAISON Serge à Mme BALLOT Chantal à partir de 11 h	M. MOGA Alain à Mme SAINT-ORICE Nicole
M. MAURRAS Franck à M. SOUBABERE Pierre	M. PEREZ Jean-Michel à M. ROUYEYRE Matthieu
M. ASSERAY Bruno à M. CHAUSSET Gérard	M. POIGNOGNEC Michel à M. PUJOL Patrick à partir de 11 h
Mme BONNEFOY Christine à M. BONNIN Jean-Jacques à partir de 11 h	M. RAYNAUD Jacques à M. MERCIER Michel
M. BOUSQUET Ludovic à Mme FAYET Véronique	M. REIFFERS Josy à Mme BREZILLON Anne
Mme CAZALET Anne-Marie à M. CAZABONNE Didier	M. RESPAUD Jacques à Mme DIEZ Martine
Mme CHAVIGNER Michèle à M. QUERON Robert	M. ROBERT Fabien à Mme LAURENT Wanda
Mlle COUTANCEAU Emilie à Mme BOST Christine	M. SENE Malick à Mme FAORO Michèle
M. DAVID Yohan à M. SOLARI Joël	M. SIBE Maxime à M. GAÜZERE Jean-Marc
Mme DESSERTINE Laurence à Mme PIAZZA Arielle	

LA SEANCE EST OUVERTE

<p>Marchés publics - Réseau tbc (tram et bus de la Cub) ☐ Acquisition d'autobus - Programme 2011 / 2012 ☐ Marché négocié - Autorisation de lancement et de signature</p>

Monsieur DUPRAT présente le rapport suivant,

Mesdames, Messieurs

La convention de délégation de service public signée le 1^{er} avril 2009 avec la société KEOLIS, notifiée le 30 avril 2009 date de fin de service, prévoyant le renouvellement de 20 autobus par an (annexe 2 du contrat), la Communauté urbaine s'engage à acquérir pour les années 2011 et 2012, 40 véhicules (30 de type standard et 10 à gabarit réduit).

Ces 40 autobus seront destinés à remplacer 40 véhicules tous amortis, équipés d'ancienne motorisation répondant à la norme EURO 2 et ne disposant pas des équipements spécifiques pour l'accessibilité des personnes à mobilité réduite.

Ces véhicules seront intégrés au parc du dépôt Lescure qui n'est pas adapté à l'accueil d'autobus GNV supplémentaires.

Les véhicules seront à plancher surbaissé, climatisés, équipés de vidéosurveillance, conçus pour une montée par l'avant, disposant de plate forme rétractable et des aménagements intérieurs requis par la loi n°2005-102 du 11 février 2005 dite « Loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées », d'un pelliculage anti-rayures et seront personnalisés avec la charte graphique « tbc ».

Ils seront dotés d'une motorisation respectant le label de dépollution EEV (Enhanced Environmentally friendly Vehicles) qui est plus strict que la norme Euro V imposée par la réglementation pour le traitement des gaz d'échappement.

Une procédure de marché négocié avec publicité préalable et mise en concurrence conformément aux dispositions des articles 134, 135-5, 144-I-1, 165 et 166 du code des marchés publics régissant les entités adjudicatrices, est donc prévue pour l'acquisition de ces autobus. Le marché comprend 3 lots :

- Lot n°1 - autobus de type standard à motorisation gasoil
 - tranche ferme : 20 Véhicules (et pièces de rechange)
(Montant estimé 5 550 000 € HT)
 - tranche conditionnelle n°1 : 7 véhicules (Montant estimé 1 890 000 € HT)
 - tranche conditionnelle n°2 : 3 véhicules (Montant estimé 810 000 € HT)

Montant estimé du lot : 8 250 000 € HT

- Lot n°2 - autobus de type standard à motorisation hybride gasoil/électrique
 - tranche ferme : 3 véhicules ainsi que l'équipement d'une fosse pour leur entretien et des prestations d'accompagnement à la maintenance de la motorisation hybride (Montant estimé 1 500 000 € HT)
 - tranche conditionnelle n°1 : 7 véhicules (Montant estimé à 2 800 000 € HT)
 - tranche conditionnelle n°2 : 20 véhicules (Montant estimé à 8 000 000 € HT)

Montant total estimé du lot : 12 300 000 € HT.

- Lot n°3 - 10 autobus à gabarit réduit d'une longueur inférieure à 10 mètres et d'une largeur inférieure à 2,40 mètres équipés d'une motorisation gasoil.

Montant estimé du lot : 2 500 000 € HT

Dans chaque lot est prévu la reprise par le fournisseur des autobus remplacés à réformer.

L'acquisition des 30 bus standard sera répartie sur les 2 premiers lots, au regard des réponses obtenues à l'issue de la consultation.

En application des articles L2121-12 et L2121-13 du Code général des collectivités territoriales, les documents de la consultation sont à la disposition des conseillers communautaires qui peuvent venir les consulter à la direction de la commande publique (immeuble le Guyenne).

Ceci étant exposé, il vous est demandé, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir si tel est votre avis adopter les termes de la délibération suivante :

Le Conseil de Communauté,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales.

VU les articles 134, 135-5, 144-I-1, 165 et 166 du code des marchés publics régissant les entités adjudicatrices.

VU la loi n°2005-102 du 11 février 2005 dite « Loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ».

VU la convention de délégation de service public signée le 1^{er} avril 2009 avec la société KEOLIS, notifiée le 30 avril 2009.

VU les documents de la consultation mis à la disposition des élus communautaires en application des articles L2121-12 et L2121-13 du CGCT.

ENTENDU le rapport de présentation.

CONSIDERANT QUE pour permettre le renouvellement du parc d'autobus nécessaire au fonctionnement du service public des transports urbains, il convient d'organiser préalablement une mise en concurrence au niveau européen.

DECIDE

Article 1 : monsieur le président est autorisé à lancer une mise en concurrence dans le cadre d'un marché négocié en application notamment des articles 134, 135-5, 144-I-1, 165 et 166 du code des marchés publics.

Article 2 : monsieur le président est autorisé à signer les marchés à intervenir avec les prestataires qui auront émis les offres économiquement les plus avantageuses, en réponse à la procédure de marché négocié.

Article 3 : monsieur le président est autorisé à signer tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Article 4 : la dépense résultant des présents marchés sera imputée sur les crédits ouverts à cet effet au budget annexe des transports 31 – chapitre 21 – compte 21560061 – Prog TBB00 - CRB D320 – exercices 2011 - 2012.

Les conclusions, mises aux voix, sont adoptées à la majorité.

Le groupe des élus Europe Ecologie-Verts s'abstient

Fait et délibéré au siège de la Communauté Urbaine le 25 mars 2011,

Pour expédition conforme,
par délégation,
le Vice -Président,

REÇU EN PRÉFECTURE LE
6 AVRIL 2011

PUBLIÉ LE : 6 AVRIL 2011

M. CHRISTOPHE DUPRAT